



ZONE CENTRE

Préfecture de la Nana Gribizi / Sous-préfecture de Kaga-Bandoro / Kaga-Bandoro et axes périphériques

Protection et Accès : Le contexte sécuritaire dans la Nana- Gribizi et plus précisément à Kaga- Bandoro et les axes périphériques continue à se détériorer.

A Kaga- Bandoro centre, les bureaux d'une ONGI ont été braqués par des hommes armés non identifiés. Des ordinateurs et autres matériels ont été emportés par les assaillants. Ce nouvel incident illustre une fois de plus, la persistance d'une précarité de la situation dans cette ville qui constitue le principal centre de concentration des humanitaires de la Zone Centre.

Dans les axes périphériques de Kaga-Bandoro, le contexte sécuritaire s'est fortement dégradé depuis mai dernier, avec les braquages de convois humanitaires devenus quasi systématiques. Cette situation a contraint plusieurs organisations humanitaires à restreindre leurs déplacements sur les axes. Ce qui préjudicie considérablement la mise en œuvre des interventions humanitaires en dehors de la ville de Kaga-Bandoro.

Au courant de la semaine couverte par ce rapport, différents actes de criminalités et braquages ont été perpétrés contre les acteurs humanitaires :

- Le 8 août 2018, une équipe d'une organisation humanitaire en provenance de Bangui a été victime de trois braquages successifs sur l'axe Dekoa – Kaga-Bandoro (précisément entre 20 et 45 km de Kaga-Bandoro).
- Le 9 août sur le même axe, précisément au niveau du village Badia-Salifou (30 Km de Kaga-Bandoro), des éléments présumés d'un groupe armé ont braqué de nouveau, l'équipe d'une autre organisation humanitaire.
- Le 11 août, le convoi d'une autre organisation humanitaire a été victime de braquage à 6 Km de Kaga-Bandoro, sur l'axe Kaga-Bandoro - Grevai. Ledit convoi se rendait à Grevai pour des interventions multisectorielles en faveur des personnes déplacées de Mbrès. La mission a dû rebrousser chemin suite à cet incident.

Le plaidoyer est en continu auprès de la MINUSCA pour le renforcement de la sécurité dans les périmètres des bases et résidences des humanitaires.

Préfecture de l'Ouham / Sous-préfecture de Batangafo / Batangafo

Protection : Au cours de la semaine écoulée, 6 cas d'arrestation arbitraires de civils par les groupes armés ont été enregistrés, dont quatre (4) femmes et deux (2) hommes. Ce qui porte à 9, le total de cas rapportés depuis le début du mois d'août 2018. Les faits reprochés à ces victimes seraient généralement relatifs au vol ou complicité de vol de bétail et des effets militaires. Les interventions des autorités locales et de la MINUSCA, notamment suite au plaidoyer fait par les acteurs humanitaires, ont permis jusqu'à présent d'obtenir la libération de la majorité de personnes arrêtées. Cependant, un des détenus serait porté disparu depuis le 8 août 2018 dans des conditions non encore élucidées. La persistance de ce phénomène laisser craindre une éclosion de représailles/violences à base communautaire dans la ville de Batangafo. La tension liée à cette situation avait entraîné une restriction de la circulation entre le site de déplacés et certains quartiers de la ville les 10 et 11 août.

Préfecture de la Nana Gribizi / Sous-préfecture de Mbrès/ Mbrès et axes périphériques

Multisectoriel : Pour la première fois depuis les hostilités de fin juin entre les groupes armés à l'Ouest de Mbrès, une mission d'évaluation humanitaire sous l'égide d'OCHA (doublée de la réponse d'urgence dans le secteur Santé et Nutrition) a pu être organisée à Mbrès Centre et sur trois axes périphériques, précisément à Sango 2 (sur l'axe Mbrès – Azène, au Nord de Mbrès), Maraomba (PK7 sur l'axe Mbrès – Ndomete, à l'Ouest) et à Lakouétènè (7 Km sur l'axe Mbrès – Bakala, au Sud) du 9 au 11 août. La mission a connu la participation du PAM, UNICEF, HCR, Intersos, MDA, EDEN, CLIRA et OCHA. Les résultats de la mission montrent :

- Un contexte précaire, conduisant à une peur généralisée au sein de la population

- Les villages touchés par les violences de juin dernier sur l'axe Mbrés-Ndomété (3-20 km à l'Ouest de Mbrès) restent déserts et présentent une image sinistre, avec des maisons incendiées ;
- La ville de Mbrés a accueilli des déplacés de l'axe Mbrès – Ndomété (environ 1 300 personnes selon des sources locales), mais elle a enregistré elle-même aussi la fuite d'une partie de sa population (en brousse et vers l'axe Mbrés-Bakala) suite au climat de tension et de peur engendré par les incidents de juin.
- Les populations des villages situés sur l'axe Mbrés-Bakala qui étaient déplacées (en majorité dans la brousse) ont entamés un mouvement de retour progressif dans leurs villages respectifs.
- Des besoins urgents ont été identifiés notamment dans les secteurs Santé, Abri/NFI, Sécurité alimentaire et Protection.

En marge de la mission, des interventions d'urgence (en santé et nutrition) ont pu être menées par OMS et UNICEF via respectivement les organisations EDEN et MDA.

Un plan de réponse est en cours d'élaboration pour la mise en œuvre des recommandations de ladite mission.

Préfecture de la Kémo / Sous-préfecture de Mala / Mala

Santé & Nutrition : Durant la semaine du 6 août, l'ONG ALIMA a procédé au ravitaillement en médicaments du Centre de santé de Mala et des formations sanitaires (FOSA) des villages d'accueil des déplacés (sur l'axe Dékoa – Mala) et les FOSA qui se trouvent à la périphérie des villages. Le partenaire a également lancé des cliniques mobiles et des activités de vaccination de routine et de prise en charge des enfants souffrant de malnutrition et des survivantes des VBG. Ce paquet d'intervention couvre une période de 3 mois.

WASH : Solidarités International/RRM a finalisé, au cours de la semaine du 6 août, son intervention d'urgence en WASH à Mala et autres villages environnant ayant accueilli des déplacés de Mbrès. 8 forages ont été rendus fonctionnels, 5 margelles ont été réhabilitées et l'environnement des points d'eau a été amélioré à Mala Centre, ainsi que dans les villages Simandelé, Takendji, Ngourkaba et Billa.

Le partenaire a également procédé à la distribution de kits de traitement d'eau à domicile en faveur de 305 ménages des villages Toungourafa et Bokoro. Les interventions sur les ouvrages d'eau ont été doublées d'une campagne de sensibilisation sur des thèmes liés à l'eau, au respect des bonnes pratiques d'hygiène et à la maintenance des ouvrages. Ces différentes interventions ont permis d'améliorer l'accès à l'eau potable en faveur de 10 605 personnes (déplacées et retournées).

ZONE EST

Préfecture de la Haute Kotto / Sous-préfecture de Bria / Axes Bria-Irabanda et Bria-Yalinga

Protection : Des tensions et affrontements entre groupes armés ont eu lieu dans les axes périphériques de Bria, notamment les axes Bria-Irabanda et Bria-Yalinga, depuis le 5 août.

Suites aux combats sur l'axe Bria-Irabanda (Sud de Bria), les villages se sont pratiquement vidés de leurs populations. Selon des sources sanitaires, la population totale concernée sur cet axe serait d'environ 10 000 personnes. Plusieurs dégâts matériels et humains seraient enregistrés, notamment des déplacements préventifs aussi bien sur le site de PK03 et l'Eglise à Bria (250 nouveaux déplacés) que dans la brousse, des maisons et biens incendiés, des personnes blessées et tuées, notamment un agent de santé et deux autres civils au village Kolaga (PK10 de Bria). Une structure sanitaire du village Irabanda (PK75) appuyé par un acteur humanitaire, a été pillée.

De même sur l'axe Bria-Yalinga, on y rapporte non seulement des multiples exactions contre la population civile par les groupes armés mais aussi des maisons qui seraient incendiées et au moins quatre civils tués. Ces nouvelles tensions reprennent après près d'un mois d'accalmie et de reprise d'activités humanitaires dans ces axes. Sous les auspices de OCHA, une réunion de crise des acteurs humanitaires a été tenue à Bria le 10 août pour définir les réponses appropriées à envisager dans le court et moyen terme

Préfecture de la Basse-Kotto / Sous-préfecture de Mobaye / Village Polonda

Protection et Mouvement de population : Environ 2 000 personnes du village Polonda (44 Km au Nord de Mobaye sur l'axe Mobaye-Kongbo) se seraient retranchées en brousse le 3 août, suite à des affrontements entre des groupes armés. Cette tension dérive d'autres tensions antérieures / repréailles ayant commencé quelques jours avant dans deux villages périphériques de Kongbo situés respectivement à 7 Km au Sud et 19 Km à l'Est de cette localité.

Préfecture du Haut-Mbomou / Sous-préfecture de Zémio / Zémio

Santé et Nutrition : Les réfugiés centrafricains, originaires de Zémio, se trouvant en République Démocratique du Congo (RDC) continuent de faire face aux barrières érigées par les groupes armés le long de la rivière Mbomou, en territoire centrafricain. Pour accéder aux soins de santé gratuits à l'hôpital de Zémio,

ils sont obligés de payer, à chaque traversée, des frais de passage au niveau de ces barrières illicites. Ces pratiques de taxation illégale tendent à renforcer la vulnérabilité de cette catégorie de la population d'une part et de décourager leur éventuelle intention de retour.

Protection de l'enfance : Le 07 Août, 4 enfants, deux filles et deux garçons (1 Congolais, 1 Soudanais et 2 Centrafricains), jadis captifs des présumés éléments de la LRA, ont été recueillis dans une localité située à 10 Km à l'Ouest de Zémio sur l'axe menant à Rafai. Les parents de deux enfants centrafricains sont à Zémio. Le suivi de l'état de santé et l'accompagnement psychosocial desdits enfants sont assurés respectivement par les ONG JUPEDEC et Vision et Développement. Cette dernière a déjà enclenché le processus de la réunification des enfants sud-soudanais et congolais.

Préfecture de la Ouaka / Sous-préfectures de Grimari et Kouango / Grimari et Kouango

Protection et Mouvement de population : Les résultats d'une mission d'évaluation de COOPI du 30 juillet au 4 août, à Grimari, montrent la présence de 6 821 personnes déplacées (2 577 hommes, 4 116 femmes et 128 personnes à besoins spécifiques) venant de l'axe Grimari – Lihoto et de la commune de Saboyombo (sous-préfecture de Mbrès). Ces déplacements font suite aux heurts entre groupes armés déclenchés depuis le 20 juillet. ACTED/RRM a aussi conduit une évaluation multisectorielle à Grimari et environs du 02 au 04 Août dont les résultats recommandent notamment une intervention en NFI et en vivres, un mécanisme de prise en charge psychosociale en faveur de ces déplacés.

A Kouango, COOPI a enregistré durant la semaine du 6 août, 147 personnes déplacés dans des familles d'accueil dont 28 femmes, 19 hommes, 58 filles et 42 garçons). Ces personnes proviennent de Lihoto, 68 Km au Nord de Kouango ainsi que de quelques villages environnants dont Bangao, Tomba, et Bombala.

Par contre, sur l'axe Kouango-Grimari-Lihoto-Pendé, où s'y trouvent plus de 20 000 personnes dépendant de l'aide humanitaire, la vulnérabilité des bénéficiaires se dégrade. Cette situation fait suite à la limitation de l'accès et aux contraintes sécuritaires consécutives aux affrontements récurrents entre groupes armés depuis le 20 juillet dernier. La suspension provisoire des activités humanitaires, notamment en WASH, Sécurité Alimentaire, Cash for Work, et Santé en est la conséquence directe.

Préfecture de la Basse-Kotto / Sous-préfecture de Mobaye / Mobaye

Santé et Nutrition : Dans le cadre de la Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aigüe (PCIMA), de l'alimentation des nourrissons et jeunes enfants (ANJE), l'ONG AHA a organisé, du 30 juillet au 2 août, des séances de renforcement des capacités de 50 agents de Santé, 60 relais communautaires et 20 membres des Comités de Gestion (COGES) de Mobaye et de Zangba. Ces formations visent la relance des activités de prise en charge nutritionnelle et sanitaire dans ces deux sous-préfectures.

Préfecture de la Ouaka / Sous-préfecture de Bambari / Bambari

Protection : Selon les acteurs de protection, il se note de plus en plus de cas d'harcèlement d'hommes armés dans plusieurs sites de déplacés dans la ville de Bambari. Il s'agit notamment d'un système de justice parallèle qu'entretiennent ces hommes armés ainsi que des fortes amendes qu'ils imposent aux déplacés jugés coupables d'un quelconque fait. Craignant les représailles de ces hommes armés, les déplacés ont beaucoup de mal à dénoncer leurs bourreaux.

ZONE OUEST

Préfecture de l'Ouham-Pendé / Sous-préfecture de Paoua / Paoua Centre et environs

Mouvements de population : Le 03 août, la commission mouvement de population (CMP) de Paoua a estimé qu'au 31 juillet qu'il restait encore un total de 511 ménages (soit 3 349 individus) PDI sur Paoua-Centre. De même, 67 323 personnes (12 169 ménages) sont retournées dans les villages d'origine : Axe Paoua-Bétoko-Bémal : 29 204 personnes, Axe Paoua-Béboua : 12 466 personnes, Axe Béboua-Bémal : 17 608 personnes et Axe Nzéréké-Bénamkor-Bebenguere avec 67,323 personnes retournées. Il est observé entre 80 à 100% de retour dans certains villages, selon les partenaires de monitoring de retour.

NFI : Au courant de la semaine du 06 au 11 août, un total de 222 ménages retournés, dont 124 à Bebounda, 22 à Bekoro 3 et 76 ménages de Bengomar 1 ont bénéficié d'une assistance en kit NFI. Cette activité se poursuivra dans les jours à venir pour couvrir un total de 3300 personnes. Le gap sera comblé par ACF-RRM.

Sécurité Alimentaire : Du 11 au 12 août, le PAM et ses partenaires ont fait une distribution d'une ration de 30 jours de vivres à 8 500 personnes retournées à Bémal.

Education : L'ONG nationale IDEAL organise depuis la semaine du 06 au 11 août, un cours de rattrapage d'un mois (août) pour 2,500 élèves. L'ONG prendra en charge le subside des 20 enseignants. Le secteur

scolaire 2 et les écoles du nord de Paoua où il y a un grand nombre d'élèves retournés, ne sont pas touchés par cette activité

Préfecture de l'Ouham-Péndé / Sous-préfecture de Ngaoundaye / Ngaoundaye

Contexte / mouvement des populations : Le 06 août, après la découverte d'un corps d'une personne supposé appartenir à un groupe armé de la zone, 500 ménages de Ngaoundaye Centre se sont déplacés préventivement vers la brousse par crainte des possibles représailles contre les civils par ledit, groupe armé. La MINUSCA a effectué des patrouilles et le calme est revenu en ville le 08 août. Les ménages déplacés préventivement ont également regagné leurs maisons sans incident majeur.

Pour plus d'informations veuillez contacter :

Fotini RANTSIOU, Chef de Section Coordination, Bangui, République Centrafricaine (RCA) : rantsiou@un.org,
Tel : +236 70550563, +236 75357524

Visitez : www.unocha.org, www.reliefweb.int,

